Secrétariat à la condition féminine

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Québec

Budget du gouvernement du Québec 2019-2020
Étude des crédits

QUESTIONS ADRESSÉES AU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

par Québec solidaire

1. Quel budget a été octroyé au Comité Conseil du Conseil du statut de la femme ?
2. Quels ont été les projets octroyés au Comité Conseil du Conseil du statut de la femme ?
3. Combien d'écoles secondaires offrent le cours d'éducation sexuelle ?
4. Combien d'écoles primaires offrent le cours d'éducation sexuelle ?
5. Quelles ont été les dépenses réservées à la formation concernant les enjeux des femmes autochtones ?
6. Quelles ont été les mesures concrètes pour mettre en place systématiquement une analyse différenciée selon les sexes dans les projets de loi du gouvernement ?
7. Combien de formations le Conseil du Statut de la Femme a-t-il données aux autres ministères et organismes concernant l'analyse différenciée selon les sexes ?
8. Combien de temps et d'argent ont été investis pour changer le nom du Conseil du statut de la femme pour le Conseil du statut des femmes ?
9. Quels sont les programmes initiés et financés par le Conseil du Statut de la Femme ?
    - Quels sont les organismes qui en ont bénéficié ? Où sont-ils situés ?
10. Veuillez dresser la liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyse, statistiques,etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe dans la dernière année en indiquant pour chacun :
    a) le sujet ;
    b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ;
    c) les coûts reliés à sa réalisation ;
    d) le nom de l'organisme ou de la firme externe s'il y a lieu.
11. Veuillez dresser la liste de tous les comités auxquels siège le Conseil du Statut de la femme en 2018-2019.
12. Pour toutes les actions financées dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir les informations suivantes :
    - l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 et en 2018 – base annuelle (en Mt C0 2);
    - le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C0 2);
    - le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;
    - la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C0 2);
    - les investissements totaux des projets (en milliers $);
    - les aides financières totales du ministère (en milliers $);
    - le coût moyen des projets sur la durée de vie (en $/tonne);
    - le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

P. 1 QUEL BUDGET A ÉTÉ OCTROYÉ AU COMITÉ CONSEIL DU CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME ?

Cette question sera répondue par le Conseil du statut de la femme.

Cette question sera répondue par le Conseil du statut de la femme.

Le dossier de l'éducation à la sexualité est mis en œuvre par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. C'est ce dernier qui est chargé du déploiement de ces apprentissages.

Le dossier de l'éducation à la sexualité est mis en œuvre par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. C'est ce dernier qui est chargé du déploiement de ces apprentissages.

P. 5 QUELLES ONT ÉTÉ LES DÉPENSES RÉSERVÉES À LA FORMATION CONCERNANT LES ENJEUX DES FEMMES AUTOCHTONES ?

La formation concernant les enjeux vécus par les Premières Nations et les Inuits ne relève pas du Secrétariat à la condition féminine, mais du Secrétariat aux affaires autochtones.

De façon plus spécifique, le Secrétariat à la condition féminine a assisté à plusieurs événements en 2018-2019 permettant d'assurer une formation continue de ses membres professionnels concernant les enjeux des femmes autochtones au Québec, notamment :

- Le Colloque « Travaillons ensemble », organisé par Femmes autochtones du Québec les 11 et 12 septembre 2018, à Montréal.
  - Dépense associée à l'inscription du SCF au colloque en 2018-2019 : 600 $.

- Le Forum des femmes inuites de Montréal, organisé par l'Association des femmes inuites du Nunavik - Saturviit et l'Association des Inuits du Sud du Québec les 18 et 19 septembre 2018, à Laval.
  - Dépense associée au soutien financier au forum par le SCF en 2018-2019 : 10 000 $.

- Le Colloque sur la prévention de la criminalité organisé par le ministère de la Sécurité publique les 23 et 24 janvier 2019, à Québec. Le colloque abordait plusieurs enjeux vécus par les femmes et les filles autochtones.
  - Dépense associée à l'inscription du SCF au colloque en 2018-2019 : 150 $.

- La formation « Session d'information et de sensibilisation aux réalités autochtones » offerte au personnel des ministères et organismes gouvernementaux par le Secrétariat aux affaires autochtones les 12-13 février 2019, ainsi que le 12 mars 2019, à Québec.

Le SCF a donc consacré un montant total de 750 $ pour la participation de ses membres à des formations sur les enjeux des femmes autochtones en 2018-2019, ainsi que 10 000 $ pour le soutien financier à un forum consacré aux enjeux des femmes inuites en milieu urbain.

P. 6 QUELLES ONT ÉTÉ LES MESURES CONCRÈTES POUR METTRE EN PLACE SYSTÉMATIQUEMENT UNE ANALYSE DIFFÉRENCIÉE SELON LES SEXES DANS LES PROJETS DE LOI DU GOUVERNEMENT ?

Dans la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021*, le gouvernement du Québec redéfinit l'approche gouvernementale concernant l'application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS). Cette approche est maintenant plus ciblée et plus pragmatique, s'appliquant à des domaines où sont menées des initiatives structurantes abordant des inégalités persistantes et préoccupantes.

En 2018-2019, les interventions en matière d'ADS ont été ciblées pour trois projets gouvernementaux pour l'égalité entre les femmes et les hommes :

- le *Plan d'action gouvernemental en culture 2018-2023 (ministère de la Culture et des Communications)*;
- le *Plan d'action 2018-2023 Un Québec pour tous les âges (ministère de la Santé et des Services sociaux – Secrétariat aux aînés);*
- le Plan d'action gouvernemental en matière d'intimidation (ministère de la Famille – en cours d'élaboration).

L'accompagnement en matière d'ADS se poursuit également pour la mise en œuvre et pour le suivi et l'évaluation de projets gouvernementaux :

- *Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2022* (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale);
- *Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes aînées 2017-2022* (*ministère de la Santé et des Services sociaux – Secrétariat aux aînés);*
- *Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat 2017-2022* (ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation);
- *Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023 Le Québec à l'ère du plein emploi* (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale).

P. 7 COMBIEN DE FORMATIONS LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME A-T-IL DONNÉES AUX AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES CONCERNANT L'ANALYSE DIFFÉRENCIÉE SELON LES SEXES ?

Cette question sera répondue par le Conseil du statut de la femme.

P. 8 COMBIEN DE TEMPS ET D'ARGENT ONT ÉTÉ INVESTIS POUR CHANGER LE NOM DU CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME POUR LE CONSEIL DU STATUT DES FEMMES ?

Cette question sera répondue par le Conseil du statut de la femme.

P. 9 QUELS SONT LES PROGRAMMES INITIÉS ET FINANCÉS PAR LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME ?

- **QUELS SONT LES ORGANISMES QUI EN ONT BÉNÉFICIÉ ? OÙ SONT-ILS SITUÉS ?**

Cette question sera répondue par le Conseil du statut de la femme.

P. 10 Veuillez dresser la liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyse, statistiques, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe dans la dernière année en indiquant pour chacun :

- **le sujet ;**
- **la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ;**
- **les coûts reliés à sa réalisation ;**
- **le nom de l'organisme ou de la firme externe s'il y a lieu.**

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

P. 11 VEUILLEZ DRESSER LA LISTE DE TOUS LES COMITÉS AUXQUELS SIÈGE LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME EN 2018-2019.

Cette question sera répondue par le Conseil du statut de la femme.

P. 12 POUR TOUTES LES ACTIONS FINANCÉES DANS LE CADRE DES ACTIONS DU PLAN D'ACTION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES 2013-2020, FOURNIR LES INFORMATIONS SUIVANTES :

- **L'OBJECTIF DE RÉDUCTION OU D'ÉVITEMENT D'ÉMISSIONS DE GES EN 2017 ET EN 2018 – BASE ANNUELLE (EN MT C0 2);**
- **LE POTENTIEL DE RÉDUCTION OU D'ÉVITEMENT D'ÉMISSIONS DE GES EN 2020 – BASE ANNUELLE (EN MT C0 2);**
- **LE NOMBRE TOTAL D'ANALYSES ET DE PROJETS D'IMPLANTATION ACCEPTÉS PAR LE MINISTRE;**
- **LA RÉDUCTION ANNUELLE POTENTIELLE DES PROJETS ACCEPTÉS PAR LE MINISTRE (EN KT DE C0 2);**
- **LES INVESTISSEMENTS TOTAUX DES PROJETS (EN MILLIERS $);**
- **LES AIDES FINANCIÈRES TOTALES DU MINISTÈRE (EN MILLIERS $);**
- **LE COÛT MOYEN DES PROJETS SUR LA DURÉE DE VIE (EN $/TONNE);**
- **LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS OU MAINTENUS PAR CES INVESTISSEMENTS.**

Le *Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020* est sous la responsabilité du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Québec